

## Edito du journal d'avril 2009

### Brisons le tabou

### Discutons ouvertement des prix...

Aujourd'hui nous sommes face à une réalité crue: ou nous affirmons clairement et ouvertement ce que les familles paysannes devraient pouvoir obtenir comme rémunération pour leur travail précieux, ou nous laissons, sans regret, le nombre de fermes diminuer.

Il ne s'agit plus de tergiverser ou de se voiler la face. Quand plus de 2'000 exploitations disparaissent par année en Suisse, soit 6 par jour, et que chez nos voisins européens - qu'on nous demande de rejoindre à grandes enjambées - on frôle la disparition de deux exploitation toutes les 3 minutes, il faut agir. On ne pourra pas nous reprocher de ne pas avoir tiré la sonnette d'alarme.

En Suisse, dans les conditions socio-économiques dans lesquelles nous évoluons, le lait devrait être payé entre 1.-/litre et 1.10.-/litre pour couvrir les coûts de production et rémunérer équitablement le travail de la famille paysanne. En ce qui concerne le blé, le prix devrait se situer à 1.-/kg.

C'est un objectif, que nous n'atteindrons peut-être pas demain matin, mais que nous devons absolument fixer. Il faut clairement dire à la société que si nous voulons avoir une agriculture diversifiée, à dimension humaine, il faut une juste rémunération. Il ne s'agit pas de se projeter dans dix ans pour savoir combien d'exploitations il restera. Cette question se pose déjà pour les 6 mois à venir. Prenons le lait, combien sont-ils les producteurs à se demander s'ils ne vont pas changer de production, voire même mettre la clé sous le paillason?

A ceux qui se disent que cela fera peut-être un peu de place pour ceux qui tiendront le choc, rappelons qu'il y a 15 ans, il y avait encore 90'000 exploitations. Il y en a moins de 60'000 aujourd'hui. Est-ce que ceux qui sont encore là s'en portent mieux? La Confédération Paysanne avait un slogan qui sonnait juste: «Nous voulons des voisins, pas des hectares». A trop vouloir pressurer les revenus et salaires, à trop vouloir augmenter voire industrialiser la production, il n'y aura pas d'autres conséquences qu'une dégradation de la qualité des produits comme des conditions de vie.

Comme le disait un producteur lors de la journée du 17 avril, ce thème ne concerne pas que l'agriculture, mais l'ensemble de la société. Tout un chacun doit se réapproprier le débat de l'agriculture et de l'alimentation. Nous n'en sommes plus à une lutte corporatiste, il faut engager la discussion avec la société. A priori, les citoyen-ne-s sont sensibles à cette question. Il ne faut pas avoir peur de dire ce qu'il faut pour garantir la survie des fermes dans notre pays. Il ne faut pas craindre de revendiquer des droits qui sont aussi triviaux que le droit à une qualité de vie. Dire qu'il faut arrêter la spirale de la baisse des prix. Parce que si elle touche en premier lieu les familles paysannes et leurs employés, elle atteindra inévitablement l'ensemble des employés de la filière agro-alimentaire.

A Uniterre, nous voulons une filière qui soit vivante et rémunératrice pour l'ensemble des forces de travail qui s'y investissent. Nous avons aujourd'hui une série d'arguments forts pour convaincre les citoyens de la justesse de ces enjeux. N'ayons crainte d'aller à leur rencontre. C'est ensemble que nous renverserons le rapport de force!